



NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LE RENFORCEMENT DU TCHAD À L'INTERNATIONALE AU PRIX DE FRAGILISATIONS SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Francois Vandendriessche
vandendriessche.f@gmail.com

Francois Vandendriessche, a fait une grande école de commerce avec une majeure en finance internationale. Depuis ses études secondaires il s'intéresse au continent africain. Il vient de passer deux années entre le Sahel et les Grands Lacs. Ces expériences ont approfondi son intérêt pour ces deux régions. Il travaille actuellement comme chargé d'audit interne pour une grande ONG française.

LES MOTS CLÉS : Tchad, Idriss Déby, Boko Haram, Sahel, inégalités,

L'INSTABILITÉ CROISSANCE DU SAHEL

Au cours des dernières décennies, rarement la région du Sahel a connu une instabilité politique et sociale aussi violente et diffuse que celle dont elle est victime depuis cinq ans. L'année 2011 a été marquée par l'insurrection populaire libyenne qui se conclut par l'assassinat de Mouammar Kadhafi le 20 octobre. L'absence de contrôle sur de larges zones du pays et de régulation des armes disponibles pourrait faire de la Libye une poudrière capable d'embraser le sous-continent. Car l'ensemble de la région est menacé par la présence de groupes terroristes et armés : depuis 2012, et malgré l'intervention principalement française et tchadienne, le nord du Mali reste à la merci de groupes rebelles qui commettent diverses exactions contre la population et les forces onusiennes¹. Les frontières nigériennes sont poreuses et le gouvernement a du mal à endiguer les mouvements des groupes armés dans la région comme en témoignent les attentats d'Arlit et d'Agadez revendiqués par la Mujao en mai 2013. Enfin, en 2014, la spectaculaire exposition médiatique des agissements de Boko Haram lors de la campagne internationale «Bring Back our Girls» pour la libération des adolescentes enlevées par la secte islamiste a permis très tardivement à la communauté internationale de réagir. Depuis, elle a pris la complète mesure des moyens dont dispose l'organisation et des risques qu'elle présente pour toute la région, et particulièrement pour le Cameroun et le Niger dans lesquels elle agit déjà, deux états qui manquent de moyens pour la combattre efficacement². En parallèle, la République centrafricaine est livrée à un conflit aux implications religieuses fortes et sa population paie un lourd tribut depuis que les Seleka ont chassé François Bozizé du pouvoir en mars 2014, et que des groupes de défense Anti-Balaka se sont organisés, menant le pays à des épurations ethniques violentes et fréquentes.

Face à cette instabilité, le Tchad dirigé par son président Idriss Déby Ito depuis 1991, semble faire office de pilier. Les dernières attaques rebelles visant à le renverser datent de 2008 et, depuis, le relatif calme social de son pays ainsi que l'apaisement de ses relations avec le Soudan d'Omar El Béchir ont tendance à le renforcer. Idriss Déby est devenu depuis un leader fort dans la région, n'hésitant pas à intervenir diplomatiquement et militairement hors de ses frontières, faisant de lui un rempart précieux contre l'islamisation de la région et un allié de première importance aux yeux des Européens et des Américains. Mais der-

rière cette volonté affichée d'être le premier acteur de la géopolitique sahéenne, se cachent des difficultés économiques réelles qui pourraient être accentuées par la montée en puissance de Boko Haram et fragiliser le président tchadien sur la scène nationale dans un contexte social délicat.

LA CONFIRMATION SUR LA SCÈNE POLITIQUE INTERNATIONALE D'IDRISS DEBY COMME FIGURE DE PREMIÈRE IMPORTANCE AU SAHEL

L'importance de la présence militaire et diplomatique du Tchad au Sahel n'est plus à prouver. Depuis quelques années, Idriss Déby est sur tous les fronts et fait preuve d'une efficacité incontestable. En 2012, lors des opérations Serval, puis Epervier, et de l'attaque des groupes salafistes armés du nord du Mali par l'armée française, le Tchad a joué un double rôle primordial. Les bases militaires de Ndjamena ont servi de zones de départ pour l'aviation militaire française. Mais le pays a également envoyé près de 2500³ soldats de l'armée de terre et a payé un tribut important puisqu'au début de l'année 2015, les derniers bilans officiels faisaient état de plus d'une cinquantaine de tués. Cette intervention tchadienne aux côtés des militaires français a renforcé le Tchad, non seulement aux yeux de son allié européen, mais également à ceux de l'ensemble de la communauté internationale. Certes, la nécessité d'intervenir au Mali était presque unanimement reconnue et validée par la résolution 2085 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a donné naissance à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) le 20 décembre 2012. Mais la quasi-totalité des états était particulièrement frileuse à l'idée d'envoyer des troupes, laissant Maliens, Français et Tchadiens être les acteurs directs les plus importants du conflit.

Depuis le début du mois de février 2015 et dans le cadre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), qu'Idriss Deby préside, le Tchad s'est engagé dans un conflit frontal contre la secte Boko Haram au Cameroun et au Nigéria où le pays déploie des moyens extrêmement lourds au sol et dans les airs⁴. L'armée tchadienne a fait preuve d'une efficacité supérieure aux armées nigérianes et camerounaises dans sa capacité, non seulement à repousser l'ennemi, mais également lors d'actions plus offensives. Cette intervention est d'une part symbolique de la puissance militaire incontestable du Tchad dans le Sahel mais elle est aussi porteuse de deux symboles importants. D'abord, elle marque la volonté d'Idriss Deby d'être présent systématiquement pour gérer les conflits dans les pays qui l'entourent, que ce soit

par une intervention militaire ou dans le cadre d'une action diplomatique en partenariat avec les alliances régionales ou l'Union Africaine. Mais elle démontre également la capacité de riposte rapide l'activisme du président tchadien face aux différentes menaces extrémistes de la région.

Cette stratégie qui permet à Idriss Déby de se présenter comme l'un des premiers remparts contre le salafisme au Sahel lui donne un pouvoir considérable. Elle lui permet de garder des liens extrêmement solides avec ses partenaires européens dans un contexte de crispation religieuse globalisé, d'autant que le Soudan d'Omar El Bechir (toujours recherché par le Cour pénale internationale) reste un dirigeant gênant pour les Occidentaux qui souhaitent au maximum limiter son influence dans la zone. Idriss Déby tire un avantage diplomatique fort de cette situation et il l'a bien démontré en s'opposant fermement à toute intervention étrangère en Libye en 2011 et en accusant très ouvertement, à la fin de l'année 2014, l'Otan et l'Occident d'être à l'origine de la destruction de ce pays et d'être responsable du chaos qui y règne aujourd'hui⁵. Toutefois, cette attitude volontariste du président tchadien n'est pas seulement la marque d'une confiance retrouvée, mais elle traduit aussi la crainte de ne plus être capable de mener tous les combats de front dans un contexte national difficile.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DU TCHAD MASQUE SES FAIBLESSES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Si les réactions rapides et conséquentes du président tchadien ont souligné sa nouvelle montée en puissance diplomatique, elles masquent clairement la stagnation économique et les difficultés sociales auxquelles le Tchad est confronté en interne. D'abord, le Tchad reste l'un des pays les plus pauvres et les moins développés au monde. En 2013, le PNUD classait le pays au 184^e rang mondial (sur 187) avec un IDH très faible de 0,372⁶. La statistique est inquiétante dans la mesure où elle témoigne d'une relative stagnation du pays en termes de développement et de réduction des inégalités depuis la prise de pouvoir du chef de l'état en 1991. Cette absence de la réduction des inégalités s'explique entre autres par le fait que, plus de dix ans après être devenu exportateur net de pétrole (juillet 2013), les retombées économiques des revenus du pétrole sont faibles et très inégalement partagées⁷. Classé 153^e selon son PIB par habitant par le FMI en 2013⁸, la situation économique et sociale du pays pourrait encore plus durement s'aggraver. La chute des cours du pétrole a un impact important sur les recettes de l'état, les dépenses engagées dans les

différentes opérations militaires sont importantes et l'économie du pays pourrait être durement touchée si la guerre contre Boko Haram venait à s'éterniser. La secte pourrait, en effet, par ses actions au Cameroun et ses opérations suicides récurrentes et extrêmement violentes à Maidiguri, qui est un important carrefour des échanges au Nigéria rendre plus difficile les importations majoritairement issues du port de Douala, forçant les commerçants à prendre d'autres routes ce qui aurait un effet à la hausse sur les prix.

Or, ces difficultés économiques tombent dans un contexte social complexe. Les interventions de l'armée tchadienne au Mali et dans le dispositif de lutte contre l'islamisme salafiste au Sahel (nommé opération Barkhane par l'armée française) pourraient faire naître des tensions religieuses dans un état où vivent majoritairement des chrétiens et des musulmans. Ce risque s'est renforcé depuis l'annonce officielle de l'intervention du Tchad contre Boko Haram. La secte islamiste pourrait en effet mener des actions de représailles sur le sol tchadien, qui risquent de réveiller une agitation religieuse à l'échelle nationale (un peu plus de la moitié de la population tchadienne est musulmane pour un tiers de catholiques) ou simplement pousser la population à faire pression sur Idriss Déby pour qu'il soit plus actif en matière de politique intérieure. Enfin, l'épidémie d'Ebola ainsi que les violences en RCA monopolisent l'attention des bailleurs internationaux. Les financements d'aide au développement dont bénéficie le pays pourraient diminuer drastiquement, alors que les périodes de soudure qui précèdent la saison sèche ont tendance à accroître les prix des matières premières et des biens de première nécessité et engendrer des crises alimentaires parfois graves. L'afflux de réfugiés centrafricain et des rapatriés tchadiens au pays risque d'aggraver le phénomène.

Ces faiblesses internes pourraient être un frein à la réélection d'Idriss Déby, d'autant que les prochaines élections présidentielles se tiendront en 2016 soit en même temps que celle du Congo de Denis Sassou Nguesso et que celle de la République démocratique du Congo de Joseph Kabila. Les deux présidents tentent actuellement de modifier la constitution de leur état respectif pour briguer un nouveau mandat et l'opposition populaire s'y organise déjà pour contrer ces projets de réformes. À l'approche des élections, les débats entre gouvernement et opposition risquent de s'envenimer et il est tout à fait possible que la contestation se répande aussi au Tchad mettant le leader de l'état en difficulté, lui qui est au pouvoir depuis près de 25 ans.

LA MULTIPLICATION DES INTERVENTIONS DU TCHAD À L'ÉTRANGER EST UNE STRATÉGIE DIFFICILE À MAÎTRISER QUI PRÉSENTE DES RISQUES POUR SON PRÉSIDENT

La stratégie très engagée d'Idriss Déby est donc à double tranchant. En intervenant rapidement sur la scène internationale, il s'impose comme personnage indispensable pour la paix de la région et marqueur de stabilité dans une zone trouble qui cristallise certaines peurs occidentales. Une issue rapide aux différents conflits dans lesquels il est engagé renforcerait encore son image et sa puissance dans la zone. Cependant, si l'apport de l'armée tchadienne n'est pas négligeable, il est important de ne pas oublier que la résolution de ces conflits dépend d'éléments très variés et sur lesquels Idriss Déby n'a parfois qu'un contrôle très relatif. Lors du sommet de la CEEAC qui permis aux différentes parties prenantes du conflit de mettre sur la table les moyens nécessaires au combat contre Boko Haram, il est critique de signaler l'absence du Nigéria et de son président Goodluck Jonathan autour de la table des négociations. Or, Boko Haram recrute à l'heure actuelle majoritairement dans les terres de misère du nord du Nigéria, et sans une intervention à la source du problème, la secte continuera à se renforcer continuellement. Il est difficile de savoir aujourd'hui combien de temps ce conflit pourrait durer tant la stratégie de Goodluck Jonathan face à Boko Haram manque de clarté. S'il est évident que la présence de la secte risque de créer un fort mécontentement au sein de sa population, le chaos dans le nord du Nigéria peut également être profitable à son président. Son principal opposant politique Muhamadou Buhari est musulman, très populaire au nord, et la présence de Boko Haram dans la région pourrait contribuer à l'installation d'un climat de peur empêchant les Nigériens du Nord d'aller voter⁹. Le prolongement et l'embourbement dans un conflit qu'Idriss Déby ne peut pas résoudre, sans une vraie volonté politique régionale commune, pourrait lui coûter cher, humainement et financièrement¹⁰ et constituer un premier facteur d'impopularité au sein de sa population, qui considérerait qu'il privilégie une politique extérieure agressive au développement économique de son état. Les combattants de Boko Haram ont d'ailleurs déjà mené une action sur le sol tchadien à Ngouboua (le 13 février 2015), qui pourrait être la première d'une série. Avant l'exposition médiatique qui a révélé les actes de la secte, N'Djamena était considérée comme une base arrière de ses membres et il est possible qu'ils décident à terme d'agir au cœur de la capitale en représailles à l'intervention tchadienne sur les sols camerounais et nigériens. La présence du Tchad en République centrafricaine est également

problématique. Les tensions religieuses y sont extrêmement fortes et risquent de se répandre au-delà du territoire centrafricain. Dans un conflit aux causes et implications extrêmement complexes et délicates, le voisin tchadien est d'ailleurs soupçonné d'y jouer un rôle extrêmement trouble. Non seulement, son armée est accusée d'avoir commis des bavures contre des civiles¹¹ en mars 2014, mais en outre, la Seleka serait constituée de membres importants considérés comme des proches de Deby¹² qui agiraient pour défendre les intérêts tchadiens en RCA.

Idriss Déby a donc fait le choix d'une politique diplomatique et militaire volontariste et totale à l'étranger qui pourrait produire des résultats à même de grandement le renforcer et faire de lui un personnage capital au Sahel aux yeux de ses partenaires locaux, de l'Union Africaine et des Occidentaux. Mais si ces interventions venaient à se prolonger et leurs conditions se durcir, elles pourraient également affaiblir encore un peu plus l'économie de l'un des pays les moins développés au monde, exciter des tensions inter-religieuses et maintenir une misère sociale dans un état aux nombreux besoins, où les inégalités sont criantes car la population bénéficie toujours très peu du partage de la manne pétrolière et où les libertés individuelles restent relatives¹³. La malnutrition et la sous-nutrition constituent toujours un frein au développement, les infrastructures sont encore peu développées, l'accès aux soins reste très difficile à l'extérieur des grandes villes et trop peu de filles¹⁴ bénéficient d'une éducation secondaire, voire simplement primaire. À un peu plus d'un an d'une échéance électorale capitale pour le Tchad, il serait bon pour le président de rééquilibrer ses choix politiques au risque d'être défait là où il l'attendait le moins et d'être sanctionné définitivement par son peuple.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Sept soldats sénégalais de la Minusma blessés dans l'explosion d'une mine, Jeune Afrique, 9 janvier 2015
- 2) La résistante camerounaise à la frontière nigériane, RFI, 12 février 2015
- 3) Les troupes tchadiennes de retour à Kidal, bastion des Touareg, France24, 5 avril 2013
- 4) L'offensive tchadienne contre Boko Haram, La Croix, 5 février 2015
- 5) Le président tchadien appelle l'OTAN à intervenir à nouveau en Libye, Le Monde, 16 décembre 2014
- 6) Human Development Index and Its Component, site internet PNUD

- 7) Au Tchad, la répartition de la manne pétrolière suscite le mécontentement, Le Monde, 11 mai 2013
- 8) La base de données World Economic Outlook du FMI, site officiel du FMI, octobre 2014
- 9) Nigeria : Boko Haram, enjeu électoral et sécuritaire, RFI, 2 février 2015
- 10) Combien coûte au Tchad la guerre contre Boko Haram, Jeune Afrique, 10 mars 2015
- 11) Centre-Afrique, au moins huit personnes tuées par des soldats tchadiens à Bangui, Jeune Afrique, 30 mars 2014
- 12) Dans la lutte contre Boko Haram, le Tchad est jugé trop ambigu, Mediapart, 16 février 2015
- 13) Au Tchad, la lutte contre Boko Haram favorise l'autoritarisme du pouvoir, La Croix, 23 février 2015
- 14) Statistiques pour le Tchad de la base de données UNICEF de 2013, site officiel de l'UNICEF